

l'abus des drogues, qui relève de la Commission (la contribution du Canada pour l'année 1973-1974 a été de \$200,000). Lors de la réunion, le Canada a présenté un rapport sur les mesures de contrôle qu'il applique à l'égard de l'usage et du trafic des stupéfiants.

Condition de la femme

En janvier 1973, Mme Rita Cadieux a été nommée représentante du Canada auprès de la Commission de la condition de la femme, à laquelle, en 1972, le Canada avait été réélu pour une période de quatre ans. La Commission, qui se réunit tous les deux ans, doit tenir sa vingt-cinquième session à New York en janvier 1974. En 1973, le Canada a rédigé un certain nombre d'études qu'il a remises à l'ONU en vue de la préparation de cette réunion.

Le Canada est aussi l'un des neuf membres du Groupe de travail sur l'élaboration d'un ou plusieurs instruments internationaux nouveaux en vue d'éliminer la discrimination à l'égard des femmes. En juillet 1973, un Comité interministériel coprésidé par des fonctionnaires du Conseil privé et du ministère des Affaires extérieures a été créé en vue d'élaborer des plans pour l'Année internationale de la femme (1975).

Prévention du crime et lutte contre la délinquance

L'un des principaux points auxquels le Canada s'intéresse sur le plan de la coordination internationale du développement social est la préparation du Cinquième Congrès des Nations Unies sur la prévention du crime et le traitement des délinquants, qui se tiendra à Toronto du 1^{er} au

12 septembre 1975. Le thème du Congrès sera: «Prévention du crime et lutte contre la délinquance — Défi du dernier quart de siècle». En 1973, le Comité d'organisation canadien a travaillé en collaboration avec les représentants du Secrétariat des Nations Unies afin de préparer le congrès.

Droits de l'homme

Dans le domaine des droits de l'homme, on a célébré dans toutes les régions du Canada le vingt-cinquième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme et l'ouverture de la Décennie de mobilisation contre le racisme et toutes les formes de discrimination raciale. A l'occasion de cet anniversaire, des associations provinciales et bénévoles ont organisé des séances de discussion, des dîners, des conférences et des réunions où l'on a surtout parlé de la Décennie, et le Secrétariat d'État a entrepris des consultations dont la principale a réuni quarante spécialistes canadiens des droits de l'homme à Ottawa, le 3 mai 1973. Du côté non gouvernemental, une section canadienne d'Amnistie internationale a été créée en 1973 sous la direction du professeur J. P. Humphrey, un Canadien qui a occupé le poste de chef de la Division des droits de l'homme au sein du Secrétariat des Nations Unies de 1946 à 1966.

Institutions spécialisées

En 1973, le Canada a participé activement au travail des institutions spécialisées de l'ONU. En général, les activités de ces institutions ne sont pas très connues du grand public car il s'agit en grande partie de programmes permanents de coopération et d'assistance économique,

sociale et technique où les progrès accomplis ne sont pas toujours perceptibles. Nous nous contenterons donc de mentionner les principales activités du Canada au sein de ces institutions en 1973.

La cinquante-huitième Conférence de l'Organisation internationale du Travail (OIT) a eu lieu à Genève, du 6 au 28 juin 1973. Il s'agissait de la première conférence tenue au nouveau siège de l'OIT, pour lequel le Canada a offert, en 1973, un plafond illuminé qui orne une des salles de conférence. M. John Mainwaring, du Canada, a occupé le poste de président du conseil d'administration de l'OIT pour une période d'un an qui s'est terminée en juillet 1973. En tant qu'État industrialisé de première importance, le Canada est membre du conseil d'administration; en 1973, un Canadien, M. Joseph Morris, a été élu président du Groupe de travailleurs. Le représentant du gouvernement du Canada en 1973 a présidé un groupe d'étude sur les conditions générales de travail. Le Canada a en outre présenté une proposition visant à rapprocher le système de contribution financière de l'OIT de celui de l'ONU.

La vingtième session (extraordinaire) de l'Assemblée de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) s'est tenue à Rome du 28 août au 21 septembre 1973. Un compte rendu des délibérations et des décisions est présenté sous la rubrique «Droit international».

En novembre, le ministre de l'Agriculture, l'honorable Eugene Whelan, a dirigé la délégation du Canada à la dix-septième Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour